

# Reconnaissance faciale : des parlementaires ou des criminels ?

Trop souvent biaisés et pas assez fiables les logiciels de reconnaissance faciale ? C'est l'avis de l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) qui réclame un moratoire sur l'utilisation de la technologie. Elle a réalisé un test et s'en explique dans un [billet de blog](#).

L'organisation dit avoir utilisé l'API [Amazon Rekognition](#) d'AWS (Amazon Web Services). Et ce pour comparer les photos officielles des membres actuels du Congrès des États-Unis avec 25 000 clichés de personnes arrêtées pour crimes (une base créée à partir de photos en accès public, selon l'ACLU).

Résultat : le logiciel n'a pas correctement identifié 28 parlementaires américains, les prenant pour des criminels connus outre-Atlantique. De surcroît, les Afro-américains et les Latino-américains sont surreprésentés parmi les parlementaires mal identifiés.



Ce résultat vient ainsi alimenter les craintes de l'ACLU concernant les risques associés à l'utilisation d'un tel outil par des services de police et autres autorités.

## « Seuil de confiance »

Pour sa défense, Amazon a indiqué que la technologie ne remplace pas l'humain, mais soutient son action, rapporte le [New York Times](#). Une porte-parole a également relevé que l'ACLU a utilisé le paramètre par défaut du système pour comparer les photos. Le « seuil de confiance » est alors fixé à 80%. Alors qu'Amazon dit recommander aux services de police d'élever ce seuil à 95% pour réduire la probabilité de correspondances erronées.

Il n'empêche, des parlementaires confondus avec des criminels par le logiciel ont demandé à rencontrer le dirigeant d'Amazon, Jeff Bezos. D'autres ont transmis [une lettre](#) à la société dans laquelle ils lui demandent des détails sur sa façon de tester/estimer la précision et les biais de sa technologie faciale. Ils émettent également des doutes « quant à savoir si Amazon devrait vendre sa technologie aux forces de l'ordre en ce moment ».

Le 13 juillet dernier, le président et directeur juridique de [Microsoft, Brad Smith](#), appelait lui-même le gouvernement américain à réguler le marché. Et ce après que la firme de Redmond a été vivement critiquée pour son logiciel de reconnaissance faciale biaisé.

*(crédit photo © GlebStock / Shutterstock)*